Déclaration de la CGT Educ'action 31
CSA Départemental 1er degré Haute Garonne
Jeudi 4 septembre 2025
Rentrée scolaire 2025-phase 3

Lundi 1er septembre, Caroline Grandjean, enseignante et directrice de l'école de Moussages (Cantal) s'est suicidée. Cet acte dramatique est le résultat de mois de souffrance et d'isolement subis par notre collègue. Il plonge toute la communauté éducative dans l'effroi, une nouvelle fois.

Depuis décembre 2023, Caroline était victime d'actes discriminatoires en lien avec son orientation sexuelle à partir, principalement, de tags ignobles inscrits sur l'école par une (ou des) personne anonyme. Face à cette situation inacceptable et intenable, elle dépose plainte et se tourne vers son administration. Les pouvoirs publics n'ont pas été en capacité de trouver l'auteur·trice ni de soutenir correctement notre collègue. Pis, l'Éducation nationale a une nouvelle fois tenter de temporiser-minimiser-contourner les choses, sans solution acceptable pour une agente.

Ce 1er septembre, cet acte horrible ne laisse aucun doute sur le caractère professionnel d'une telle décision. Victime d'actes lesbophobes-homophobes récurrents en lien direct avec ses fonctions d'enseignante, Caroline a été blessée en profondeur, mais aussi isolée, le tout par un processus de harcèlement à caractère discriminatoire particulièrement immonde.

L'heure est aujourd'hui au recueillement et la CGT Éduc'action pense avant tout à son épouse, sa famille et ses proches auxquel·les nous adressons nos condoléances les plus sincères. Pour notre organisation, il faudra impérativement des suites pour que soient déterminées les responsabilités de chacun·e dans cette affaire. Il faudra avant tout que la justice rouvre l'enquête pour trouver l'auteur·trice des tags qui a une énorme responsabilité dans la mort de Caroline, mais aussi qu'enfin, après tant de drames, l'Éducation nationale en finisse avec le #pasdevague et accompagne-soutienne-préserve ses personnels contre toutes les attaques qu'ils subissent dans le cadre professionnel.

Le contexte international est particulièrement anxiogène et dominé par la situation à Gaza. L'ONU dans un rapport du 22 août dernier y a déclaré l'état de famine du fait principalement du blocage de l'aide humanitaire par l'armée israélienne qui use de la faim comme arme de guerre à des fins génocidaires.

La situation sanitaire des Palestinien·nes de Gaza est alarmante avec pas moins de 500 000 personnes qui sont en situation de famine et 30% des enfants sont malnutris. Toutes les écoles ont été détruites ; les enfants de Gaza n'ont pas pu faire leur rentrée.

Selon les termes du Chef de l'ONU, cette situation est un échec pour l'humanité toute entière.

Il est aujourd'hui plus que temps de mettre fin au génocide à Gaza et à la colonisation en Cisjordanie, d'imposer, dans un premier temps, un cessez- le -feu immédiat permettant l'acheminement de l'aide humanitaire, la fin de l'occupation militaire israélienne et permettre la reconstruction de Gaza et le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien.

CGT Éduc'action 31 - 19 Place Saint Sernin - 31000 Toulouse
05 61 22 18 89 - 07 69 30 90 88 - 06 77 10 84 80
www.lacgteducation31.fr/ - 31@cgteduc.fr

Le climat non plus ne se porte pas bien !

En effet, les effets du réchauffement climatique ont été particulièrement prégnants durant la période estivale, entre canicule et graves incendies en Europe.

En France ces incendies plus de 16 000 hectares du massif des Corbières, dans l'Aude, sont partis en fumée - le feu le plus important qu'a connu la France depuis 1949.
La question des feux de forêts se fait de plus en plus brûlante. Déjà en 2022, plus de 71 000 hectares étaient partis en fumée, provoquant l'évacuation de plus de 48 000 personnes – du jamais-vu en France depuis la Seconde Guerre mondiale.
Comme l'a expliqué le Giec, l'un des impacts majeurs du réchauffement climatique est la multiplication et l'amplification des feux de forêt.
Et pourtant et comme « ailleurs », face à cette menace, les moyens des différents acteurs agissant contre les feux de forêts ont été considérablement réduits :

- l'Office national des forêts (ONF) a vu ses effectifs passer de 15 000 agent·es à 8 000 en moins de quarante ans ;
- Météo France a perdu un tiers de ses effectifs (environ 1 200 postes) en quinze ans ;
- Et ne parlons pas du manque d'équipements des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS),

D'autre part, la question sociale se retrouve au premier plan en cette rentrée après notamment la conférence de presse de François Bayrou le 15 juillet. Le premier ministre y a annoncé une énième cure d'austérité qui sera le fil conducteur du prochain budget. Pas de détails pour les dépenses de l'État : tous les ministères devront se serrer la ceinture avec pour conséquences, pour la majorité des services publics, des moyens diminués alors qu'ils sont déjà exsangues depuis plusieurs années : suppression de 3000 emplois dans la Fonction publique et non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027.
De plus, afin de préparer les esprits quant aux pistes d'économie, le premier ministre annonce un contrôle renforcé sur les arrêts maladies, le gel de prestations sociales, la suppression de 2 jours fériés… La pilule est décidément bien amère pour le monde du travail. Pis, François Bayrou pousse même le cynisme jusqu'à inciter les « partenaires sociaux » à se réunir pour « trancher » sur les jours fériés à supprimer. De qui se moque-t-on ?

Quant à notre secteur, le silence de notre ministère n'est pas une surprise. E. Borne n'ira pas contre la volonté du premier ministre et le ministère de l'Éducation ne sera pas épargné par les restrictions budgétaires alors qu'elle est déjà au bord du gouffre.

Ce n'est pas ce qui va résoudre le manque d'attractivité, véritable plaie qui touche toutes les catégories dans notre secteur.
Cette année encore, les concours de recrutement n'ont pas fait le plein. Les conditions de travail vont continuer à se dégrader.
Face à cette situation et aux réformes néfastes qui se succèdent de plus en plus de collègues en viennent à se questionner sur le sens du métier.
Les déclarations de la ministre sur le Bac, la semaine dernière, outre leur caractère intempestif et sans aucune concertation avec les organisations des personnels, auront pour conséquences, sur le terrain, de désorganiser davantage le travail des collègues et d'accroître les inégalités entre les établissements avec une autonomie renforcée dans chaque lycée.
Toujours en cette rentrée 2025, les évaluations nationales standardisées et généralisées à toutes les classes de l'élémentaire vont faire leur retour. Une nouvelle fois, et alors que les organisations syndicales s'y opposent, elles vont être imposées aux équipes pédagogiques, le plus souvent sous la pression des directions académiques.

Ces évaluations, unanimement rejetées par les personnels, sont symptomatiques de la politique du « tout-évaluation » instaurée par Blanquer et maintenue par ses successeur·euses. C'est l'outil au service d'une politique de contrôle de tout un système, des personnels et des élèves.
Il y a donc urgence à s'y opposer. Ça reste l'engagement de la CGT Éduc'action et des personnels.

Les choix budgétaires et politiques imposés par ce gouvernement ne sont pas acceptables et nous obligent à la mobilisation ! Même si l'avenir de François Bayrou est incertain, c'est la politique austéritaire qui doit être combattue, quel que soit le premier ministre qui l'incarne.

Cette politique se traduit concrètement dans notre département par la fermeture de classes toujours plus nombreuses au prétexte d'une baisse démographique qui, au contraire, devrait être l'occasion de baisser, enfin les effectifs dans les classes afin de rendre moins difficiles les conditions de prise en charge des enfants.
C'est aussi en cette rentrée la non reconduction de quasiment tou·tes les contractuel·les du 1er degré, ce qui constitue un véritable plan de licenciement qui va mettre en danger le remplacement des collègues et les conditions d'accueil des élèves.

L'inclusion n'est pas en reste avec toujours plus d'élèves notifiés qui ne seront pas ou très mal accompagnés par manque d'AESH.

La CGT Éduc'action exige la mise en œuvre d'une autre politique au service des élèves, de leurs familles et des personnels avec un plan d'urgence pour une École ambitieuse et émancipatrice, avec un budget permettant notamment :

- Les créations massives de postes dans toutes les catégories,
- L'augmentation générale et significative des salaires,
- La titularisation des personnels contractuels sans condition de concours et de nationalité
- La création d'un statut pour les AESH

C'est à une mobilisation d'ampleur, inscrite dans la durée que la CGT appelle à construire pour faire reculer le budget austéritaire et imposer une politique au service des salarié·es, des services publics, de la sécurité sociale et de la paix.

La CGT Éduc'action appelle donc l'ensemble des personnels à être en grève le 10 septembre et à se réunir pour discuter des suites et de l'ancrage de la mobilisation, notamment le 18 septembre journée de grève intersyndicale et interprofessionnelle.

Toulouse le 4 septembre 2025

Pour terminer, fidèle à la tradition internationaliste de la CGT qui combat toutes les formes d'exploitation et de discrimination, pour une égalité des droits pour toutes et tous, la CGT Educ'action 31 dénonce avec force les attaques abjectes dont ont fait l'objet l'actuel et l'ancien recteur de l'académie de Toulouse par l'extrême droite. Ces propos sont malheureusement révélateurs d'un racisme criminel qui se développe, encouragé en cela par des médias aux ordres et des responsables politiques au plus haut niveau de l'État entretenant la confusion et déroulant un agenda et une politique raciste et discriminatoire.

Nous attendons de notre institution une condamnation ferme et sans ambiguïté de toute forme de racisme et discrimination, quelle qu'en soit la victime et une vigilance extrême face aux discours de haine qui peuvent se développer.